

Les appels à intensifier la vaccination se multiplient

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5383 - Mardi 25 mai 2021 - Prix : 10 DA

Bac 2021

Près de 732.000 candidats attendus

Campagne électorale pour les législatives

Les partis «montrent leurs muscles»

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (1)

Par Mohamed Habili

Contrairement à ce que l'on croit dans une certaine frange de l'opinion, reconnaissable tout particulièrement à ceci qu'elle croit dur comme fer qu'elle est majoritaire dans l'opinion, l'enjeu des prochaines législatives n'est pas seulement dans le taux de participation, ou à l'inverse dans celui de l'abstention, mais tout autant et même davantage dans leurs résultats. Il est déjà arrivé au chef de l'Etat de dire que ceux-ci seront pris en compte quel que soit le volume de l'abstention. Partant ils le seront également quels qu'ils soient en eux-mêmes, aussi déplaisants ou même inacceptables qu'ils puissent paraître à ceux qui auront perdu les élections. Nombre de partis minoritaires, dont d'éternels groupuscules, ayant pris la décision de ne pas prendre part à ces dernières, des gens aussi futiles que bruyants, parce que disposant de la faveur de médias ou les possédant, font ouvertement campagne pour le boycott, comme si leur propre sort en dépendait directement. Ils se trompent, il dépendra en premier lieu de la majorité de ceux des Algériens qui auront voté. Le champ politique n'a pas changé au cours de ces deux dernières années.

Suite en page 3

6 vols hebdomadaires de/vers la France, Turquie, Espagne et Tunisie

Conditions fixées pour l'ouverture des frontières aériennes



PH/D. R.

Les détails du programme des vols ont été rendus public, hier, par les services du Premier ministre. Six vols hebdomadaires seront assurés par la compagnie nationale Air Algérie, à compter du 1er juin, de et vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes, a indiqué hier le Premier ministre dans un communiqué. Page 3

Affirmant une volonté politique pour leur réussite
Makri : «Ces élections sonnent l'ère de la rupture et du changement»

Covid-19/ Union européenne
60 millions de masques au personnel algérien de la santé

Campagne électorale pour les législatives

Les partis «montrent leurs muscles»

■ La campagne électorale pour les prochaines législatives se poursuit à travers le pays. Les candidats et les chefs de partis tentent d'éviter la langue de bois et se montrent directs et réalistes dans leur argumentaire. D'autres n'hésitent pas à montrer leurs muscles et ne doutent pas de leurs pleines chances de réussite.

Par Aomar Fekrache

Hier, lors d'un meeting à Médéa, le SG du FLN, Abou El-Fadl Baadji, a déclaré que sa formation politique refusait de jouer les seconds rôles et comptait «maintenir sa position de première force politique du pays». «Notre participation aux législatives du 12 juin est l'occasion de préserver la place du parti, car il est le pilier de l'édifice politique», a-t-il soutenu. Selon lui, le FLN s'emploiera, à travers sa participation à ces joutes électorales, à «réussir le rendez-vous du 12 juin et participer, une fois assuré de la victoire, à l'édification de nouvelles institutions émanant directement de la volonté populaire». Le SG du RND, Tayeb Zitouni, lui, a appelé depuis Batna le courant nationaliste à «assumer ses responsabilités et faire face aux manœuvres qui entameront la sécurité et l'unité nationales».

Lors d'un meeting, il dira que «le courant nationaliste est appelé aujourd'hui plus que jamais à contribuer à la préservation de l'Algérie et demeurera un garant voire un avant-gardiste de l'unité et la sécurité de la République algérienne». Dans la wilaya de



Tayeb Zitouni (RND)



Baadji Abou El-Fadhl (FLN)

Béchar, le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a axé son discours sur le développement des régions frontalières du Sud, expliquant que «les conditions dans lesquelles les élections législatives sont actuellement organisées sont meilleures que les précédentes et seront certainement un tournant décisif au renouveau politique et à l'ouverture du champ politique national à la jeunesse». De son côté, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a souligné, hier à M'sila, «l'importance des élections législatives dans l'édification des institutions de la nouvelle Algérie». Il a exhorté les Algériens à se «mobiliser pour faire face aux menaces et complots visant à déstabiliser le pays», à travers leur participation effective et efficace. Belaid a également souligné «la nécessité de

bien choisir les députés», d'autant qu'ils constitueront, selon lui, la «locomotive qui tirera le pays vers l'avant», rappelant que son parti présente à ces élections «des candidats compétents et déterminés qui œuvreront à représenter dignement la population de la région du Hodna».

Le président par intérim du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), Djamel Benziadi, a affirmé à Oran que les législatives du 12 juin prochain représentent «une opportunité de redonner confiance au citoyen en les institutions de l'Etat». S'exprimant lors d'un rassemblement, il a exhorté les citoyens à participer avec «force» le 12 juin prochain, en disant : «Donnez votre voix aux jeunes, pour lesquels vous pensez être les plus capables et les plus aptes à vous représenter et à faire part de vos préoccupations au niveau de la chambre basse du

Parlement». Dans un meeting à Mostaganem, le président du FAN, Djamel Benabdeslam, a insisté sur l'importance de participer à cet événement politique, estimant que voter constitue fondamentalement un retour de la confiance entre les citoyens, le pouvoir et les partis politiques et la société civile. Comme il s'est insurgé contre la campagne qui s'attaque aux élections législatives en cherchant à pousser les

citoyens à ne pas y participer, faisant savoir que son parti considère que ce rendez-vous électoral est «vital» et que cette solution est «la meilleure et la plus sûre». Le président du FNA, Moussa Touati, a, de son côté, indiqué que ces législatives constituent «une étape importante pour mettre fin à l'Assemblée populaire nationale (APN) désignée et aller vers une institution choisie par le peuple». A. F.

Bac 2021

Près de 732.000 candidats attendus

LE NOMBRE de candidats à l'examen du Baccalauréat/session 2021, prévu du 20 au 24 juin, a atteint 731.723 candidats, a-t-on appris hier auprès de l'Office national des examens et concours (ONEC).

Le nombre global des candidats concerne 459.545 candidats scolarisés (180.833 garçons et 278.712 filles) et 272.178 candidats libres.

L'ONEC a consacré à cet examen 2.528 centres au niveau national, précise la même source ajoutant, que les copies seront composées au niveau de 18 centres de regroupement et compostage avant de les répartir sur 87 centres de correction.

Les centres de correction ouvriront leurs portes à partir du 11 juillet jusqu'au 19 juillet prochain, ajoute l'ONEC. Un seul centre national sera mobilisé pour l'annonce des résultats.

S'agissant de l'épreuve de l'éducation physique et sportive pour les candidats libres, les autorités concernées ont mobilisé 187 centres entre les 16 et 27 mai en cours. Pour rappel, le taux de réussite du BAC/session 2020 avait atteint 55,30%.

R. N.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 247 nouveaux cas et 8 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (7), portant à 3 426 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une remontée, avec 247 cas, soit 38 cas de plus par rapport au bilan d'hier (209), pour atteindre, au total, 127 107 cas confirmés. R. N.

Affirmant une volonté politique pour leur réussite

Makri : «Ces élections sonnent l'ère de la rupture et du changement»

Abderrezak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), considère que la seule solution valable pour notre crise passe strictement par les élections. «Ces élections, a-t-il dit, pourraient être une opportunité pour l'Algérie qui est guettée par plusieurs dangers».

La participation du parti islamiste aux joutes électorales du 12 juin prochain est dictée par la volonté de «contribuer à la rupture et au changement souhaités», fera-t-il remarquer. «Malgré les difficultés nous espérons faire de l'Algérie, avec ces législatives, un pays émergent où les Algériens peuvent y vivre dans la dignité, la liberté et l'épanouissement», a-t-il indiqué.

Pour l'invité de la rédaction

de la Chaîne 3, les politiques sont là pour transformer les dangers en opportunités afin de faire sortir le pays de sa crise et aller de l'avant, soulignant que «la seule solution valable pour notre crise passe strictement par les élections». Le chef de file du parti islamiste dit ne craindre aucune compétition eu égard à l'expérience acquise, d'autant que le temps des quotas est révolu. «Nous sommes un parti qui a son programme, son assise et son expérience», dira le chef du MSP qui a assuré assumer la compétition. «On assume la compétition et on peut faire de très bons résultats», a estimé Makri. «Nous n'avons pas peur de la compétition électorale bien que nous

avons toujours été les victimes

des élections dites truquées. Et qui dit quotas, dit que nous avons toujours été la victime essentielle de la politique des quotas», a-t-il soutenu. Pour lui, «si le temps des quotas est révolu, tant mieux pour l'Algérie et tant mieux pour nous».

Abderrezak Makri qui manifeste une satisfaction non dissimulée quant à la réussite de son parti, compte beaucoup sur les garanties du Président Tebboune. Appelant les citoyens à voter massivement, Makri a souligné que les prochaines législatives seront empreintes de transparence, d'honnêteté et de crédibilité. Selon lui, le chef de l'Etat a fourni les garanties nécessaires et exprimé son engagement à faire valoir une concurrence électora-

le démocratique. «Nous actons la parole du Président, qui pèse beaucoup, et attendons que l'administration l'entende bien de cette oreille et fera dans la transparence en œuvrant dans le cadre tracé par Abdelmadjid Tebboune», a-t-il espéré. Pour Makri, «la seule garantie est et restera la volonté politique».

Evoquant le boycott qui menace les joutes électorales du 12 juin prochain, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 explique qu'«il est légitime de boycotter une élection».

Pour lui, c'est une position de principe qui incombe à tout un chacun. «Mais, le contraire de la démocratie, a-t-il précisé, est de s'opposer pour empêcher ceux qui y participent».

Louisa Ait Ramdane

— 6 vols hebdomadaires de/vers la France, Turquie, Espagne et Tunisie —

Conditions fixées pour l'ouverture des frontières aériennes

■ Les détails du programme des vols ont été rendus public, hier, par les services du Premier ministre. Six vols hebdomadaires seront assurés par la compagnie nationale Air Algérie, à compter du 1er juin, de et vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes, a indiqué hier le Premier ministre dans un communiqué.

Par Massi Salami

Ainsi, trois vols hebdomadaires de et vers la France seront assurés par la compagnie Air Algérie, à raison de deux vols de/vers Paris et un vol de/vers Marseille, en plus d'un vol hebdomadaire qui sera assuré de et vers la Turquie (Istanbul), l'Espagne (Barcelone) et la

Tunisie (Tunis), ajoutent les services du Premier ministre. Dans un premier temps, "seuls les aéroports d'Alger, d'Oran et de Constantine sont autorisés à accueillir les passagers à l'arrivée ou en partance de ces destinations" est-il indiqué. Ces mesures ont été arrêtées hier, par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus et l'autorité sanitaire, et sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, souligne le communiqué. D'autres mesures ont été prises pour éviter tout risque de contamination ou de propagation du coronavirus. Pour ce qui est des conditions d'embarquement à destination de l'Algérie, le voyageur doit être détenteur du "résultat négatif d'un test RT-PCR datant de moins de 36 heures avant la date du voyage", indique le communiqué. Il doit également disposer d'un billet valide et de la



fiche sanitaire dûment renseignée et s'acquitter préalablement des frais inhérents au confinement sanitaire obligatoire auquel doit se soumettre chaque passager à l'arrivée sur le territoire national ainsi que les frais du test de dépistage du COVID-19, prévus par les autorités sanitaires.

Les frais de séjour dans les sites d'hébergement, précise le même communiqué, sont à la "charge exclusive" du passager. Ces conditions "doivent être impérativement réunies avant l'embarquement".

Concernant les conditions sanitaires applicables à l'arrivée (en Algérie), il s'agit d'abord de la présentation d'un test RT-PCR de moins de 36 heures. Le passager devra se soumettre à un

confinement sanitaire obligatoire d'une période de cinq jours au niveau d'un des établissements hôteliers prévus à cet effet, avec un contrôle médical permanent, avec l'application d'un test de dépistage du COVID-19 à la fin du confinement.

La levée du confinement se fera au 5ème jour à la suite d'un test de dépistage du COVID-19 négatif. En cas de résultat positif, ajoute le communiqué du gouvernement, le confinement est reconduit pour une période supplémentaire de cinq jours.

S'agissant des conditions de confinement, une liste des établissements hôteliers, offrant toutes les conditions requises pour le confinement des passagers, est arrêtée conjointement entre les secteurs de l'Intérieur,

du Tourisme et de la santé, souligne le même source.

Pour ce qui est des modalités de sortie du territoire national, les passagers demeurent soumis aux seules conditions édictées par les autorités des pays d'accueil pour leur entrée sur leurs territoires. Les services du Premier ministre ajoute par ailleurs qu'en matière d'information et de communication, une large campagne de vulgarisation est mise en œuvre dès l'ouverture des frontières aériennes pour faciliter les déplacements.

D'autre part, Air Algérie est chargée de relayer, à travers son site web, toutes les informations complémentaires et précisions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif prévu.

M. S.

Piqûres de rappel de Djerad et du Comité scientifique

Les appels à intensifier la vaccination se multiplient

La distribution des vaccins réceptionnés vendredi dernier et hier, et ceux qui le seront durant les prochains jours, se fera en fonction des wilayas les plus touchées par l'épidémie", a indiqué Pr Ryad Mahyaoui, membre du Comité scientifique de suivi et de lutte contre le Covid-19, qui a appelé le personnel médical supervisant la campagne de vaccination à accélérer le rythme de ce processus.

Lors de son passage hier sur les ondes de la Radio nationale, le Pr Ryad Mahyaoui a indiqué que "le dernier lot de vaccins que nous avons reçu vendredi dernier, estimé à plus de 750 000 doses, et le deuxième lot estimé à 500 000 doses, reçu ce lundi (hier), permettront une augmentation du taux de vaccination, en attendant l'arrivée d'autres quantités dans les jours à venir". L'invité de la Chaîne 1 a expliqué qu'afin d'assurer une immunité collective, il faut que tout le

monde se vaccine et pour cela il appelle le personnel médical supervisant la campagne de vaccination anti-Covid-19 à accélérer le rythme de ce processus, notamment avec la disponibilité des vaccins qui seront distribués en fonction des wilayas où le taux de contamination est élevé et qui seront déterminées lors de la réunion qui s'est tenue hier par le Comité chargé de la vaccination au ministère de la Santé, sous la tutelle du ministre de la Santé. En outre, ce membre du Comité scientifique de suivi et de lutte contre le Covid-19 a appelé les citoyens à s'inscrire pour recevoir le vaccin afin de limiter la propagation du virus, expliquant que "par rapport aux autres vaccins, le Sputnik V a été très populaire en Algérie, mais cela ne veut pas dire que les autres sont inefficaces". Concernant la fabrication du vaccin anti-Covid qui sera fabriqué en Algérie à partir du mois de septembre prochain, l'interven-

nant a assuré que "le Comité scientifique compte beaucoup sur ce vaccin pour faire face à cette pandémie", expliquant que "les enquêtes épidémiologiques se déroulent à un bon rythme, grâce à la participation des citoyens qui a permis de contrôler et de stabiliser la situation épidémiologique malgré la propagation des variants". Par ailleurs, questionné sur l'élaboration du protocole sanitaire qui sera appliqué lors de la réception des voyageurs algériens et ce, après la reprise des vols, l'invité de la Chaîne 1 a révélé que "le protocole sanitaire sur lequel on va s'appuyer lors de l'accueil des voyageurs à partir de début juin a été préparé", précisant que "ce nouveau protocole n'est pas différent des protocoles précédents". Enfin, il est à noter que le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait instruit dimanche dernier le ministre de la Santé à l'effet d'intensifier, dès hier, la campagne de vaccination contre

le Covid-19 à travers le territoire national, indique un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre a instruit le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à l'effet d'intensifier, dès le lundi 24 mai 2021, la campagne de vaccination à travers le territoire national", précise le communiqué. "A cet effet, tout en insistant sur le maintien du cadre réglementaire et logistique mis en place à la faveur de l'arrêté ministériel n° 2 du 25 janvier 2021, il a rappelé la nécessité de respecter les critères et les priorités arrêtés en matière de vaccination par le Comité scientifique de suivi de la pandémie de Covid-19 et l'autorité sanitaire habilitée", souligne la même source. Par ailleurs, "un effort supplémentaire devra être mis en œuvre en direction des wilayas qui connaissent une augmentation des cas de contamination", ajoute le communiqué. **Thinine Khouchi**

LA QUESTION DU JOUR

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (1)

Suite de la page une

Ce qui peut avoir changé en revanche, ce sont les poids respectifs, ou plus exactement les poids relatifs, des partis qui vont se mesurer le 12 juin prochain, non pas les grands courants politiques traversant la société algérienne depuis l'indépendance du pays, et même avant que celle-ci ne soit acquise. Au point de vue politique, l'Algérie est comme tous les pays arabes, structurée par deux grands courants, ceux-ci pris indépendamment des partis qui s'en réclament. C'est le nationalisme d'une part, de l'autre l'islamisme. Bien entendu, d'autres courants, d'autres idéologies sont présentes dans l'opinion algérienne, et depuis assez longtemps pour certaines, comme le communisme par exemple, mais ils sont minoritaires. Ceci vaut pour quasiment tous les pays de la région, de l'océan à la mer et même au-delà. Ce sont ces deux courants majeurs à travers leurs organisations qui vont s'affronter le 12 juin prochain. Les nationalistes seront représentés par l'essentiel par le FLN et le RND, et les islamistes par le MSP, outre deux ou trois autres partis de même inspiration quoique de moindre implantation. D'autres listes que les leurs seront proposées aux électeurs, notamment celles des indépendants, mais cela n'implique pas qu'elles portent d'autres offres politiques. On ne peut parler en l'occurrence de listes identitaires, ou berbéristes, ceux-ci ayant opté pour le boycott, bien qu'il ne soit pas impossible qu'au final des indépendants issus de cette mouvance soient de la partie, dans l'une ou l'autre des wilayas berbérophones notamment. Pas plus que les organisations ayant pignon sur rue, les indépendants ne sont pas indépendants des grands courants de pensée, produits de la longue durée non des circonstances ou de l'histoire immédiate. Si l'on admet le fait qu'il existe bel et bien des courants dominants, et qui sont l'islamisme et le nationalisme, alors il ne faudra pas s'étonner que les résultats soient à l'avenant. La seule question qui se pose est de savoir qui des deux familles sera majoritaire. Et par suite, laquelle sera appelée à former le gouvernement. Cela dit, le chef de l'Etat n'a pas directement affaire à des courants diffus dans la société mais à des partis légaux. C'est au chef de celui qui aura remporté le plus de sièges qu'il demandera de former le gouvernement. Dans la mesure évidemment où il s'en trouvera un qui à lui seul aura engendré une majorité de sièges. Autrement, ce sera une autre affaire.

M. H.

Circulation routière

Les motocyclistes zappent carrément le code de la route

■ A Mostaganem, il y a toujours eu des phénomènes souvent inexplicables, mais le plus récurrent c'est celui des conducteurs des deux roues. Les motocyclistes assez visibles à l'approche de l'été, sillonnent les artères de la ville, terrorisant souvent les autres usagers de la route par des agissements périlleux.

Par Lotfi Abdelmajid

Des motos il y en a de toutes les catégories. Celles de catégorie A d'une cylindrée comprise entre 50 et 80Cc (Cm³) sont soumises au permis de conduire avec la catégorie A1. Le A2 concerne les motards qui conduisent les motocycles de catégorie B d'une cylindrée comprise entre 80 et 400 Cc, et la catégorie C de plus de 4. Le reste, soit celles dont la cylindrée n'excédant pas 50 Cc, n'ont pas besoin de permis de conduire. Sachant cela, nous soulignerons que le domaine des deux roues est une jungle jamais débroussaillée. Le manque de contrôle a impulsé le désordre dans la circulation routière en ville comme en rase campagne. Ce qui est désolant, c'est qu'une majorité de motards ne respecte pas le code de la route. Beaucoup grillent les feux rouges, roulent en sens interdit, roulent sur les trottoirs, ne portent jamais de casque, certains roulent la nuit sans feux même sur les double voies et les voies rapides, embarquent des enfants des fois jusqu'à trois, sans oublier les nuisibilités sonores qui en saison estivale empoisonnent la vie des riverains. Aujourd'hui, ce fléau a proliféré à Mostaganem. Ces individus commettent des délits, car ne pas respecter le code de la route est un délit manifeste. Tout porte à croire que ces gens semblent être convaincus qu'ils ne sont pas concernés par le code de la route. Ce qui est étrange et tout le monde l'a déjà remarqué, aucune infraction commise par un motocycliste n'est pénalisée par ceux qui doivent veiller à l'ordre public. Griller

un stop ou griller un feu rouge par un motard paraît ne pas être une infraction, alors que ce comportement peut provoquer inévitablement des accidents. Aujourd'hui, tous les moyens existent pour que l'autorité publique soit rétablie en commençant par l'application de la loi tant pour les motards que pour les automobilistes. Pourquoi aux automobilistes on exige de respecter scrupuleusement le code de la route et pas aux motocyclistes ? Cela reste quand même inexplicable. Si nous comptabilisons le nombre d'accidents, nous constaterons que les motos s'impliquent davantage dans la tragédie routière. Un tel comportement non pénalisé portera sans nul doute des préjudices irréparables.

Routes : le wali veut mettre fin à l'anarchie en prévision de la saison estivale

Soucieux des inconvénients du trafic automobile et conscient de la léthargique situation des commissions de circulation et de transport, le chef de l'exécutif Aïssa Boukahya veut reprendre en main la question de la circulation routière dans la wilaya.

Le wali s'est rendu compte des failles dans les modes de circulation à travers la wilaya et préconise de mettre sur pied de vrais mécanismes pour permettre une fluidité dans le trafic automobile afin d'affronter la prochaine saison estivale. Cette anticipation est louable, car durant la saison estivale le parc automobile triple avec l'avenue des vacanciers. La wilaya de Mostaganem devra être prête afin d'éviter les étranglements et



Ph.D. R.

les bouchons à travers les agglomérations surtout côtières.

A cet effet, le wali a réuni son staff au niveau du cabinet pour débattre de la problématique de la circulation qu'il souhaite réguler en installant une commission de transport et de circulation. C'est en présence du président de l'APW et du secrétaire général de la wilaya que cette structure composée de la gendarmerie, la police, la Protection civile, des directeurs d'exécutif concernés par la problématique, des chefs de daïra, des présidents d'APC et des bureaux d'études lesquels seront chargés d'étudier le phénomène du trafic automobile et mettre sur pied un plan de circulation servant à décongestionner le flux des véhicules en période de vacances. Le wali

souhaite avoir un plan qui non seulement contribuerait à améliorer le trafic automobile, mais surtout rendre plaisant le quotidien des habitants de la wilaya. Les aspects sur lesquels se focalise le premier responsable de la wilaya sont d'abord corriger les points noirs accidentogènes, ensuite réorganiser des parkings sur les plages de la wilaya et à l'intérieur des grandes agglomérations, la réhabilitation des plaques de signalisation horizontales et verticales mais surtout les plaques d'indication routière qui pour lui sont quasi inexistantes. D'autre part, Aïssa Boulahya s'est intéressé à l'organisation des parkings des plages qu'il faut aussi prendre en charge convenablement à travers les 42 plages qui

seront officiellement ouvertes en été en nommant un responsable dans chaque plage. C'est avec l'assistance des services de sécurité que le wali veut rétablir l'ordre sur les plages. D'autre part, le wali se penche également sur les poids lourds à l'entrée du port qui incommode au quotidien la vie des citoyens. Il espère intégrer cette question dans la future organisation par la création d'une zone de camionnage en extra-muros. Quant au trafic en milieu urbain, le wali reste intransigeant afin de mettre fin à l'anarchie qui y règne. A la fin de rencontre, le wali a insisté sur la stricte application des consignes données afin de garantir aux estivants une saison estivale sécurisée et sereine. L. A.

Eau potable

Projets de quatre nouvelles stations de dessalement

Trois nouveaux projets de réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer seront opérationnels à l'horizon 2024, et un quatrième projet sera réalisé à Oran dans le prochain programme, a annoncé, dimanche à Oran, le président-directeur général de l'Algerian Energy Company (AEC), Abdennour Kimouche.

Concernant les trois projets retenus pour le programme en cours, il a été retenu un à El Tarf (300 000 mètres cubes/jour), un à Alger Ouest (300 000 m³/j) et un à Guerbes (Skikda) avec 70 000 m³/j, a souligné le même responsable, à l'occasion d'une cérémonie de célébration du 20^e anniversaire de l'AEC, qui s'est déroulée en présence du président-directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer de Kahrama, première station réalisée en

Algérie à Arzew.

Les 670 000 m³/j d'eau qui seront produits par les trois stations s'ajouteront à la capacité de production actuelle estimée à 2,1 millions de m³/j, pour atteindre une capacité totale de production de 2,8 millions de m³/j au profit d'environ 23 millions d'habitants.

Actuellement, seulement 17 % de la production nationale d'eau potable proviennent du dessalement de l'eau de mer, a indiqué M. Kimouche, déclarant que «la réalisation de nouvelles stations s'impose pour répondre à la demande sans cesse croissante de toute la bande du littoral. Cet apport s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale «Eau 2030», qui prévoit une production d'environ 2 milliards de m³/an, soit plus de 40 % de la production nationale, a-t-il fait savoir.

«Les 11 stations de dessalement actuelles, situées tout le long du littoral

algérien, sont opérationnelles, à l'exception de celle de Souk Tlata, actuellement à l'arrêt», signalant que la production cumulée à fin 2020 en eau dessalée s'élève à 5 milliards m³.

En outre, le P-dg de l'AEC a fait savoir que la station d'El Macta connaîtra un grand projet de réaménagement qui sera opéré par son entreprise et l'Algérienne des eaux (ADE) pour atteindre les 500 000 m³/j d'eau dessalée (capacité de production réelle de la station), soulignant, dans ce cadre, qu'il y a une stratégie rationnelle pour l'exploitation des 1 200 km du littoral, consistant à pénétrer jusqu'à 100 km dans la mer, et qu'une nouvelle station de dessalement sera réalisée à Oran dans le cadre du prochain programme pour alimenter Oran à hauteur de 80 % par les eaux dessalées.

De son côté, le P-dg de Sonatrach, Toufik Hakkar, a souligné que l'AEC «a été

chargée d'accomplir une noble mission, consistant à réaliser 11 stations de dessalement de l'eau de mer sur le littoral algérien, pour pallier le stress hydrique qui sévissait dans les années 90 et à la rareté des sources conventionnelles d'eau potable», ajoutant que le financement de ces projets a nécessité un budget de plus de 3 milliards de dollars, supporté par les banques publiques et le Groupe Sonatrach.

Toufik Hakkar a souligné que la réalisation des projets de l'AEC est «une grande responsabilité», considérant que la réalisation de nouveaux projets de dessalement de l'eau de mer pour fournir l'eau aux citoyens et à l'industrie est «un grand défi, d'autant plus que les nouveaux projets doivent s'adapter aux nouveaux besoins du pays dans la production de cet élément vital qui est l'eau».

Malik N.

El-Oued/Via le port de Skikda

Plus de 23 tonnes de pastèques et melons exportées vers la France

■ Une quantité de 23,6 tonnes de pastèques et de melons est destinée à l'exportation de la wilaya d'El-Oued vers la France via le port de Skikda, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Chambre agricole locale.



Par Salem K.

La cargaison a été acheminée samedi par route depuis l'unité Frigomedit de

Trifaoui (7 km d'El-Oued), dans un container, avec son expédition via le port de Skikda vers la France, a précisé le secrétaire général de la Chambre agricole d'El-Oued, Ahmed

Achour.

Elle est constituée de 19,2 tonnes de pastèques, 2,4 tonnes de melons et 2 tonnes de cantaloups, a-t-il précisé.

L'opération intervient dans

le cadre du programme arrêté par la Chambre agricole locale, en coordination avec les opérateurs économiques, pour booster l'exportation de produits agricoles locaux et conquérir des marchés extérieurs, dans le sillage de la diversification de l'économie nationale, a-t-il ajouté.

Elle résulte également, dit-il, de la mise en place de canaux de communication directe entre le producteur et l'opérateur économique exportateur.

D'après M. Achour, quelque 25 tonnes de pastèque et melon seront expédiées de façon hebdomadaire depuis la wilaya d'El-Oued, dans une démarche ciblant prochainement d'autres marchés, maghrébins, arabes et européens.

Il est tenu compte de la qualité du produit destiné à l'exportation selon les normes internationales, et des équipes de travail qualifiées ont été mises sur pied pour justement veiller à ce que le produit exportable

réponde à ces standards, a conclu le SG de la Chambre agricole d'El-Oued.

S. K.

Environnement Validation de la Stratégie de gestion intégrée des zones côtières

La version finale de la Stratégie nationale de la gestion intégrée des zones côtières (SNGIZC) pour la période 2020-2030 a été validée dimanche au cours d'une réunion d'une commission interministérielle, a indiqué un communiqué du ministère de l'Environnement.

«Une réunion de la commission interministérielle, chargée de l'actualisation de la stratégie nationale de gestion des zones côtières (SNGIZC 2020-2030) et du suivi de sa mise en œuvre, a été organisée le dimanche 23 mai 2021 au siège du ministère, en vue d'examiner et de valider le rapport final de la stratégie 2020-2030 dont le processus d'élaboration a été lancé en mai 2020», a précisé la même source.

La réunion de la commission interministérielle intervient dans le cadre des activités du projet «Protection de l'environnement et de la biodiversité du littoral algérien - PEBLA» mis en œuvre par le ministère de l'Environnement en partenariat avec la Coopération allemande au développement (GIZ), a ajouté le communiqué.

Au cours de cette réunion, la commission interministérielle a procédé à la validation de la version finale de la Stratégie nationale de la gestion intégrée des zones côtières, après avoir pris connaissance de son contenu, fait savoir le ministère.

La Stratégie nationale de la gestion intégrée des zones côtières se veut être «un outil de planification du développement durable des zones côtières et un cadre de concertation et de coordination des actions des pouvoirs publics et des acteurs socio-économiques qui interviennent dans la gestion et l'exploitation des zones côtières», a expliqué la même source.

S'agissant de la commission interministérielle, elle est composée de représentants des ministères de la Défense nationale, des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce, de l'Energie et des Mines, des Transport et des Travaux publics, de la Santé, de l'Habitat, de l'Intérieur, du Tourisme, de l'Agriculture, des Ressources en eau, de l'Industrie, de l'Enseignement supérieur et de la Culture, a conclu le communiqué.

R. E.

Yanis H.

Annaba/ Complexe El Hadjar

L'unité TSS renouvelle le certificat de conformité de ses produits aux exigences internationales

L'unité des tubes sans soudure (TSS), spécialisée dans la fabrication de tubes line pipe pour le transport des hydrocarbures et de tubes casing pour le coffrage des puits de pétrole du complexe Sider El Hadjar d'Annaba, a renouvelé, la semaine dernière, le certificat de conformité de ses produits et son système de management aux exigences

internationales, a-t-on appris, dimanche, auprès de la cellule de communication de ce complexe.

La même source a précisé que l'unité TSS de Sider El Hadjar a «renouvelé avec succès» la certification de ses produits par les normes américaines API 5L et API 5CT de l'American petroleum institute (API), après un audit qui s'est déroulé entre le

26 et le 29 avril dernier. L'unité a également renouvelé la certification de son système de management par la dernière version ISO 9001, et ce, après un audit effectué entre le 18 et le 20 mai courant par visioconférence, a-t-on ajouté.

Sur un autre registre, la même source a annoncé qu'un contrat sera signé lundi (hier), entre le complexe Sider El Hadjar et le

Groupe Sonelgaz, relatif à la fabrication par l'unité TSS de plus de 200 km de tubes line pipe pour le transport du gaz.

Ce contrat représente un plan de charge d'une année pour l'unité des tubes sans soudure, certifiée ISO 9001 depuis 1999. L'unité TSS emploie 450 travailleurs avec une capacité de production estimée à 30 000 tonnes/an.

Younès B.

Transsaharienne

L'Algérie a consacré une enveloppe de 300 milliards de DA au projet

L'Algérie a consacré une enveloppe de 300 milliards de dinars (2,6 milliards de dollars) du budget de l'Etat au projet de la route transsaharienne depuis le début de sa réalisation, a indiqué, hier, le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri. Dans une allocution prononcée par visioconférence, lors de la réunion du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT) avec les ministres des pays membres et les représentants d'institutions internationales de financement, M. Nasri a fait état du parachèvement du tronçon complet de l'axe principal de la Transsaharienne Alger-Lagos sur 2 400 km. Il a souligné que «la stratégie continentale de cet axe lui a valu la dénomination d'auto-route nord-sud jusqu'à la frontiè-

re algérienne», précisant que les travaux de réalisation d'un tronçon de 850 km de cette autoroute ont été lancés (507 km parachevés et 71 km en cours de réalisation), alors que la réalisation d'un tronçon de 260 km est actuellement à l'étude. Afin de permettre un accès direct aux principaux ports algériens et de renforcer le commerce entre l'Afrique et l'Europe, la

Transsaharienne a été reliée à la pénétrante autoroutière reliant le port de Djendjen (Jijel) à l'autoroute Est-Ouest sur 110 km en cours de réalisation, a fait savoir le ministre. Il a également évoqué la réalisation prévue du grand port du Centre à Cherchell (Tipasa) qui sera un point d'accès pour les échanges entre l'Afrique et l'Europe. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur l'import-

tance de la mobilisation des financements et des investissements nécessaires pour la réalisation des infrastructures et la maintenance de ce qui a été réalisé de la Transsaharienne.

Pour rappel, le Comité de liaison de la route transsaharienne compte parmi ses membres l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, la Nigeria et le Tchad.

S. K.

Ministère de l'Industrie/UGTA

Installation d'un comité de concertation de la filière cuir et textile

Un comité de concertation et de dialogue de la filière cuir et textile a été installé hier à Alger par le ministère de l'Industrie et l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), a indiqué le minis-

trère. «Dans le cadre des rencontres de concertation entre le ministère de l'Industrie et l'Union générale des travailleurs algériens, le secrétaire général du ministère, Salem Ahmed Zaid, a procédé, lundi 24 mai 2021, à

l'installation d'un comité de concertation et de dialogue de la filière cuir et textile», a précisé le ministère de l'Industrie dans une publication sur sa page officielle Facebook.

R. E.

Lors de la Semaine nationale de la science

L'Université de Tlemcen remporte plusieurs prix

■ L'Université Abou-Bekr-Belkaïd de Tlemcen a remporté plusieurs prix, à la faveur de la Semaine nationale de la science, organisée récemment à Alger, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Par Faten D.

L'Université Abou-Bekr-Belkaïd a pris part, du 16 au 19 mai en cours, à des activités organisées par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique à la Faculté de médecine de l'Université d'Alger 1 sous le slogan «La numérisation et ses applications», a indiqué à l'APS le chargé de communication de l'université, Boulenouar Bensaim, ajoutant que le stand du centre (club) de l'étudiant de l'université de Tlemcen, chargé de l'accompagnement des étudiants porteurs de projets pour leur concrétisation, a décroché la mention de meilleur stand d'exposition.

L'universitaire de Tlemcen

Ouargla et Touggourt Prévision de moisson de près de 103 000 qx de céréales

Une récolte de 102 960 quintaux de céréales est attendue dans les wilayas de Ouargla et Touggourt, au titre de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2020-2021, lancée dimanche dans la région, selon la Direction des services agricoles (DSA).

Ces prévisions tablent sur une production, fruit des efforts de 77 céréaliculteurs, de 63 440 qx de blé dur, 26 280 qx de blé tendre, 11 640 qx d'orge, 1 600 qx de triticale, variété cultivée pour la première fois dans la région.

Cette récolte est attendue sur une superficie ensemencée de l'ordre de 2 784 ha, dont 1 070 ha pour la production de semences, a-t-on fait savoir.

La daïra de N'goussa se place cette saison, en termes de superficies, en tête des régions céréalières avec une superficie emblavée de 1 020 ha, suivie de Hassi-Messaoud (990 ha), Sidi-Khouiled (511 ha), Ouargla (159 ha), alors que les régions de Touggourt et El-Hedjira totalisent une surface ensemencée de 104 ha, a détaillé la même source.

Selon les services agricoles, la majeure partie de la surface céréalière a été ensemencée en blé dur, soit 1 586 ha, suivi du blé tendre (657 ha), l'orge (416 ha), l'avoine (85 ha), et le triticale (40 ha).

Lancée par les autorités de la wilaya de Ouargla au niveau du périmètre agricole «Khedraya» dans la daïra de N'goussa, cette campagne moisson-battage a nécessité la mobilisation de 20 moissonneuses-batteuses, 50 camions de transport, dix tracteurs et 15 botteuses.

R. N.

Kerroum Abdelatif, a remporté le 2^e prix du concours du meilleur projet innovant, aux côtés de trois lauréats et obtenu la 5^e place au concours «Ma thèse en 180 secondes», à laquelle ont pris part des étudiants doctorants qui ont présenté des résumés de leurs thèses, a-t-il fait savoir.

L'enseignant Benmouna Mustapha, chercheur en physique de la Faculté des sciences de l'Université de Tlemcen, a obtenu la médaille du mérite national, au même titre que de nombreux chercheurs de l'université du pays, en reconnaissance des efforts déployés pour développer la recherche scientifique, a ajouté M. Bensaim.

L'Université de Tlemcen œuvre, depuis les deux dernières années, à valoriser le centre (club) de l'étudiant avec en prime l'accompagnement des étudiants jusqu'à la concrétisation de leurs projets, en collaboration avec les différents dispositifs d'emploi, a-t-il souligné, relevant qu'un plan de travail allant jusqu'à 2024 a été élaboré. Il s'articule autour de trois axes : l'emploi, l'entrepreneuriat et la mise en exergue des activités de l'uni-



versité à l'échelle mondiale, a détaillé Boulenouar Bensaim.

L'université de Tlemcen œuvre actuellement à assurer un financement aux projets inno-

vants des étudiants, en coordination avec les ministères délégués auprès du Premier ministre chargés de l'Economie de la connaissance et des Start-up et

le concours des dispositifs de l'emploi, dans le but de créer une passerelle entre les étudiants et le monde du travail, a-t-il relevé.

F. D.

Batna

Formation à la création de bijoux traditionnels par les techniques d'impression 3D

Vingt artisans issus de sept wilayas du pays participent à une session de formation à la création de bijoux traditionnels par les techniques d'impression 3D, lancée dimanche au Centre de valorisation des compétences et des métiers de Timgad (Batna), à l'initiative de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya.

L'ouverture de cette session de formation qui se poursuit jusqu'au 27 mai a été présidée par la directrice de l'organisation et l'encadrement des métiers, Naïma Nacer, et le sous-directeur chargé de la formation et des

qualifications, Slimane Meski, du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, qui ont insisté, à l'occasion, sur «l'importance de ces stages pour les artisans afin de les initier aux techniques modernes leur permettant de développer leurs compétences et de rendre leurs produits plus compétitifs».

Les participants venus des wilayas de Tlemcen, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Skikda, Oum El Bouaghi et Batna, recevront une formation théorique et pratique concernant cette nouvelle technologie de conception des bijoux donnée par des spécialistes, a déclaré le chef du

département de développement et de l'activité économique à la CAM, Brahim Bendjabou.

Selon le même cadre, les modèles conçus par les artisans seront concrétisés au travers d'une imprimante 3D dont a bénéficié le projet du cluster des bijoutiers de la région, dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi). L'objectif de la formation est de développer la compétence des artisans et leur capacité à concevoir des modèles et des produits neufs par leur initiation à l'utilisation de techniques et de technolo-

gies modernes afin de préserver la qualité des produits artisanaux dans le domaine de la bijouterie, a souligné M. Bendjabou.

A noter que la CAM de Batna a organisé en 2015 un premier stage national de conception de bijoux par la technique 3D dans la commune de Oued Taga (Batna) ayant permis d'initier des artisans aux principes de cette technique en vue de promouvoir la création de bijoux et sortir cette activité du mode traditionnel de sorte à lui permettre de répondre aux exigences du marché moderne.

Hani Y.

Mascara

Inauguration de sept nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'Education dans la wilaya de Mascara s'est doté de sept nouveaux établissements scolaires, inaugurés dimanche en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

Le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a procédé à Sig à l'inauguration d'un lycée de 1 000 places pédagogiques réalisé par l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi) au titre du programme de projets d'habitat intégrés pour une enveloppe financière de 318 millions DA. Cet établissement

scolaire comprend 22 salles de cours, 8 laboratoires, une salle de sport, sept logements de fonction et un réfectoire, selon les explications fournies par le directeur de l'Opgi, Mohamed Sabeur. Dans la même ville, le wali a inauguré un CEM réalisé par l'Opgi de la wilaya de Mascara, dans le cadre du même programme pour une enveloppe de 194 millions DA. Ce CEM renferme 16 classes, cinq laboratoires, une cantine, un terrain intégré et cinq logements de fonction.

Dans la commune de

Bouhenni, un groupe scolaire a été inauguré et baptisé au nom du chahid Bouras Habib. Ce groupe scolaire, qui compte 10 classes et une cantine, a été réalisé pour un coût de 86 millions DA. Dans les communes de Bouhanfia, Froha, Ghriis et Sidi Kada, quatre groupes scolaires ont été inaugurés et seront mis en service à la prochaine rentrée scolaire pour réduire la tension sur les écoles primaires limitrophes.

Dans une déclaration à la presse, le wali a souligné que la wilaya de Mascara a bénéficié

d'un nombre important de projets dans le secteur de l'Education, dont les 7 établissements scolaires inaugurés dimanche. Il a ajouté que d'autres projets seront réceptionnés prochainement, dont 60 classes d'extension, un lycée, un CEM et des groupes scolaires qui contribueront, à la rentrée scolaire prochaine, à réduire le taux d'occupation des classes dans certaines communes et à épargner aux élèves de centres ruraux le déplacement vers d'autres collectivités.

Ali N.

Covid-19

Au moins 115 000 professionnels de la santé tués par le virus

■ Au moins 115 000 professionnels de la santé ont été emportés par le Covid-19, a indiqué, hier, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Chebreyesus, déplorant qu'un petit groupe de pays «accaparent» les vaccins.



Par Siham N.

«**N**ombreux sont ceux qui ont eux-mêmes été infectés et, bien que les rapports soient rares, nous estimons qu'au moins 115 000 professionnels de la santé et des soins ont payé le prix ultime au service des autres», a affirmé M. Tedros, à l'ouverture de la réunion annuelle des membres de l'Organisation.

Il a une fois de plus dénoncé l'«*inégalité scandaleuse*» d'accès aux vaccins dans le monde qui «*perpétue la pandémie*», notant que «*plus de 75 % de tous les vaccins ont été administrés dans seulement 10 pays*».

«*Il n'y a pas de manière diplomatique de le dire : un petit groupe de pays qui fabriquent et achètent la majorité des vaccins (...) contrôlent le sort du reste du*

monde», a asséné le D^r Tedros.

«*Le nombre de doses administrées dans le monde jusqu'à présent aurait été suffisant pour couvrir tous les travailleurs de la santé et les personnes âgées, si elles avaient été distribuées équitablement*», a-t-il assuré.

Le chef de l'OMS a appelé la communauté internationale à inverser la tendance, comme il le fait inlassablement depuis des mois.

«*Aujourd'hui, j'appelle les Etats membres à soutenir une campagne massive de vaccination d'au moins 10 % de la population de chaque pays d'ici septembre, ainsi qu'une campagne jusqu'en décembre pour atteindre notre objectif de vaccination d'au moins 30 % d'ici la fin de l'année*», a-t-il conclu.

L'OMS, aux côtés de nombreux autres partenaires dont Gavi et Cepi, a mis en place un mécanisme mondial de fourniture

de vaccins aux pays pauvres, Covax, mais ce dispositif manque de vaccins car les pays riches, soucieux de vacciner l'ensemble de leur population, ont accaparé les doses.

Près de 3 500 000 morts dans le monde

Le Covid-19 a fait au moins 3 465 398 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé, hier, par des sources officielles.

Plus de 166 741 960 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie. La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement

liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de dimanche, 8 971 nouveaux décès et 493 617 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 4 454 nouveaux morts, le Brésil (860) et la Colombie (496).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 589 893 décès pour 33 117 770 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns-Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 449 068 morts et 16 083 258 cas, l'Inde avec 303 720 morts (26 752 447 cas), le Mexique avec 221 647 morts (2 396 604 cas), et le Royaume-Uni avec 127 721 morts (4 462 538 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 306 décès pour 100 000 habitants, suivi par la République tchèque (280), la Bosnie (278), la Macédoine du Nord (255) et la Bulgarie (252).

L'Europe totalisait 1 122 934 décès pour 52 444 389 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 1 009 016 décès (31 894 421 cas), les Etats-Unis et le Canada 615 117 décès (34 476 257 cas), l'Asie 448 446 décès (34 697 467 cas), le Moyen-Orient 140 354 décès (8 420 847 cas), l'Afrique 128 437 décès (4 761 090 cas), et l'Océanie 1 094 décès (47 496 cas).

L'Inde franchit la barre des 300 000 décès

L'Inde a annoncé hier avoir franchi la barre des 300 000 décès dus au coronavirus, devenant le troisième pays au monde à atteindre ce chiffre, derrière les Etats-Unis et le Brésil, alors que la pandémie continue de faire rage dans ce vaste pays de 1,3 milliard d'habitants.

Selon le ministère de la Santé, le nombre total de décès s'élève à 303 720, dont 50 000 en un peu moins de deux semaines, et le nombre cumulé de contaminations a dépassé les 26,7 millions. Depuis quelques semaines, l'Inde enregistre régulièrement un nombre quotidien record de contaminations et de décès. Au cours des dernières 24 heures, l'Inde a recensé 4 454 décès dus au virus Covid-19, soit le deuxième bilan quotidien le plus élevé depuis le record de 4 529 morts atteint mercredi.

Cette hausse continue du nombre de morts intervient alors que dans la plupart des grandes villes, notamment dans la capitale New Delhi et la capitale financière Bombay, des mesures de confinement ont été mises en place pour juguler les contaminations. «*Les décès seront toujours décalés par rapport au nombre de cas... Les gens qui aujourd'hui ont été testés positifs vont aller à l'hôpital, et puis un petit nombre d'entre eux vont mourir, mais ce sera plus tard*», a expliqué hier Gautam Menon, professeur de biologie à l'Université Ashoka.

Nombre d'experts estiment que les chiffres réels sont sans doute largement sous-évalués, d'autant que l'épidémie s'est propagée au-delà des grandes villes, dans les zones rurales où les hôpitaux sont rares et où les registres sont mal tenus.

S. N.

Santé animale

Un groupe international d'experts créé pour les maladies zoonotiques

Un nouveau groupe international d'experts a été créé par des organisations mondiales pour se pencher sur l'apparition et la propagation des maladies zoonotiques, a indiqué la FAO sur son site web.

Composé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNEE), ce groupe d'experts a été mis en place récemment afin de mieux cerner la manière dont les maladies pouvant

déclencher des pandémies apparaissent et se propagent, a précisé la même source.

Ce groupe conseillera ces organisations pour l'élaboration d'un plan d'action mondial de long terme destiné à éviter l'apparition de nouveaux foyers de maladies comme la grippe aviaire H5N1, les maladies à virus MERS, Ebola, Zika et possiblement la covid-19, a ajouté la FAO.

Le groupe d'experts conduira ses travaux selon l'approche «*Une seule santé*» qui reconnaît les liens entre la santé des personnes, des animaux et de l'environnement avec la nécessité de recourir à

des spécialistes de plusieurs secteurs pour faire face aux menaces sanitaires et prévenir les perturbations des systèmes agroalimentaires.

Les premières étapes seront une analyse systématique des connaissances scientifiques sur les facteurs de transmission des maladies animales aux humains et l'élaboration d'un cadre d'évaluation et de surveillance des risques, le recensement des lacunes en matière de capacités et la définition de bonnes pratiques s'agissant de prévenir l'apparition de maladies zoonotiques et de s'y préparer, a fait savoir l'organisation. Le groupe d'experts

examinera les effets des activités humaines sur l'environnement et les habitats de la faune sauvage.

Les domaines d'activité qui favorisent l'apparition de maladies zoonotiques sont la production et la distribution de denrées alimentaires, l'urbanisation et le développement des infrastructures, les voyages et les échanges commerciaux internationaux et les activités qui appauvrissent la biodiversité, contribuent au changement climatique et exercent une pression accrue sur les ressources naturelles, a souligné la FAO.

R. S.



Nucléaire iranien

L'accord d'inspection prolongé, sursis d'un mois pour les diplomates

■ L'AIEA a prolongé hier son compromis technique avec l'Iran sur les inspections du programme nucléaire, extension qui offre un sursis aux grandes puissances négociant à Vienne pour sauver l'accord international de 2015.

Par Mourad M.

« Les activités de surveillance et de vérification vont se poursuivre dans le cadre actuel pour un mois, expirant le 24 juin », a déclaré le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Razaef Grossi, lors d'une conférence de presse au siège de l'organisation à Vienne.

L'Iran avait restreint en février l'accès des inspecteurs à certains sites, mais l'AIEA avait alors trouvé « une solution temporaire » pour garantir un degré nécessaire de surveillance.

Téhéran refuse aussi depuis cette date de fournir en temps réel les enregistrements de caméras et autres outils dans les installations nucléaires.

« L'équipement continue à être sous la garde de l'Agence », a précisé M. Grossi. « Les données ne seront donc pas effacées, c'est un aspect important ».

L'Iran s'est engagé à les transmettre dès que les sanctions américaines seraient levées.

D'ici là, « les informations demeurent en possession de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) et ne seront pas transférées à l'AIEA », a prévenu Kazem Gharibabadi, l'ambassadeur d'Iran auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, selon des propos cités par l'agence officielle iranienne Irna.

« Ce n'est pas idéal », a reconnu M. Grossi. « C'est une mesure d'urgence, (...) un remède palliatif pour éviter de naviguer complètement à l'aveugle ».

De son côté, M. Gharibabadi a appelé les pays participant aux discussions qui ont démarré début avril dans la capitale autrichienne, à saisir cette occasion pour lever totalement les sanctions. Objectif : faire revenir Washington dans le giron du « Plan d'action global commun » (JCPOA, selon son acronyme

anglais) et annuler les sanctions américaines, en échange d'un retour au strict respect par Téhéran de ses obligations nucléaires.

L'accord de 2015, destiné à empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique, est en effet moribond depuis le retrait des États-Unis en 2018 et le rétablissement des mesures punitives par Donald Trump.

Sans cette épée de Damoclès des inspections au-dessus de leur tête, les diplomates ont désormais un mois de plus pour surmonter les divergences entre les États-Unis et l'Iran, qui négocient indirectement par l'entremise des Européens.

Les autres participants (Chine, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne) ont fait état la semaine dernière de « progrès tangibles », estimant qu'un accord « prenait forme ».

Ils évoquent une ambiance « constructive » après des débuts perturbés par une explosion dans l'usine d'enrichissement de



Natanz (centre), attribuée par l'Iran à Israël.

Dans la foulée, la République islamique avait annoncé porter le taux d'enrichissement d'uranium de 20 % à 60 %, se rapprochant ainsi des 90 % nécessaires à une utilisation militaire, tout en affirmant que ses ambitions étaient exclusivement « pacifiques ».

Si tous espèrent aboutir avant la présidentielle du 18 juin en Iran, les États-Unis ont tempéré

dimanche l'optimisme.

Alors qu'une nouvelle session de discussions doit s'ouvrir cette semaine à Vienne, le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, a déclaré que les États-Unis n'avaient à ses yeux « pas encore de réponse à la question de savoir si l'Iran (...) était prêt à faire le nécessaire pour se conformer de nouveau à l'accord ».

M. M.



Commentaire

Inquiétude

Par Fouzia Mahmoudi

Lors du conflit qui a endeuillé le Proche-Orient ces dernières semaines, de nombreuses manifestations pro-palestiniennes se sont tenues dans plusieurs pays occidentaux. Des pays considérés comme proches d'Israël ont ainsi enregistré des milliers de manifestations qui ont, tout au long de la récente crise opposant l'armée israélienne et le Hamas, clamé leur soutien aux Palestiniens. Jamais la ferveur populaire occidentale n'avait été aussi forte pour soutenir les Palestiniens qui ont enregistré des centaines de victimes. Mais les rassemblements pro-palestiniens ont toutefois inquiété certains dirigeants, notamment en Europe. La chancelière Angela Merkel a mis en garde cette semaine contre des débordements racistes ou antisémites au cours de manifestations en faveur de la cause palestinienne en Allemagne. « Ceux qui portent la haine contre les Juifs dans la rue, ceux qui incitent à la haine raciale, sont en dehors de notre loi fondamentale », a prévenu Merkel dans son podcast hebdomadaire. « De tels actes doivent être punis de manière conséquente », a-t-elle insisté. L'Allemagne a connu plusieurs manifestations sur son sol, consécutives à l'escalade des violences ces deux dernières semaines entre Israël et le Hamas palestinien. Une trêve fragile entre les deux parties est entrée en vigueur. Il y a une semaine, une soixantaine de personnes avaient été interpellées et une centaine de policiers blessés dans de violents affrontements pendant une manifestation pour la cause palestinienne à Berlin. Auparavant, des manifestants avaient scandé des slogans antisémites, brûlé des drapeaux israéliens et endommagé l'entrée d'une synagogue par des jets de pierres à l'occasion de différents rassemblements en Allemagne, des actes déjà fermement condamnés par le gouvernement. La chancelière a parlé samedi de « propos antisémites insupportables ». Au cours du long week-end de la Pentecôte, plusieurs manifestations sont de nouveau programmées dans la capitale et d'autres villes. Dans ce contexte tendu, un Berlinois de confession juive a déclaré avoir été agressé samedi à Berlin par trois hommes dont l'identité reste inconnue, a annoncé la police. Les faits présumés se sont déroulés dans la nuit de vendredi à samedi. L'homme âgé de 41 ans, qui portait une kippa, a affirmé avoir été insulté puis frappé au visage, après quoi ses agresseurs ont pris la fuite. Il a porté plainte au poste de police le plus proche. Il a ensuite été conduit à l'hôpital, qu'il a pu quitter après avoir reçu des soins, a raconté la police. L'Allemagne s'inquiète surtout d'une résurgence de l'antisémitisme et de la communauté juive, en pleine renaissance depuis la Réunification allemande et l'arrivée de centaines de milliers de juifs de l'ex-Union soviétique, montre du doigt l'antisémitisme prévalant dans certains cercles musulmans, en particulier après l'arrivée de réfugiés, en 2015 et 2016, en provenance de pays arabes notoirement hostiles à Israël.

F. M.

Ghaza

Des usines détruites et la quête d'un futur économique

De l'usine de meubles des frères Sawafiri, il ne reste plus rien sinon des tiges de métal fondues, tordues et la poussière de bois brûlé. Et pourtant, ce sont bien avec des usines comme la leur que Ghaza attend sa renaissance économique. Jeudi, à la veille du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas au pouvoir dans l'enclave palestinienne, des tirs d'artillerie israéliens s'abattaient sur la zone industrielle à la sortie de Ghaza City. C'est d'ici que sortent le Coca-Cola bu dans l'enclave, des biscuits sucrés pour le thé, des tuyaux de plastique pour les canalisations et aussi des meubles « made in Ghaza », un label peu connu à l'export.

Là, des bâtiments sont restés intacts mais d'autres ont été endommagés, voire détruits dans les bombardements.

Ilyad Sawafiri, 45 ans, jeans noir, chemise bleue traversée d'un stylo accroché au bouton supérieur, marche dans les ruines de son usine qui embauchait encore récemment 70 employés. Son frère Nehad refuse lui pour l'instant de voir les dégâts, traumatisé par la destruction de l'usine. « Nous pensions qu'en implantant notre usine dans cette zone industrielle internationale, située à côté des entrepôts de l'Irnwa (agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), nous serions épargnés par les guerres », dit-il à l'AFF en montrant le bois incan-

descent dans les entrailles des vestiges.

« Nous étions la plus grande fabrique de meubles de Ghaza, mais tout a fondu : la machinerie, les structures de métal qui tiennent l'usine. Après ce qui vient de se passer, j'ai peur de reconstruire. Qui me dit que tout ne sera pas détruit à nouveau à la prochaine guerre ? ».

Sous blocus israélien depuis près de 15 ans, l'enclave pauvre de deux millions d'habitants, où le taux de chômage oscille autour des 50 %, a des airs de bombe économique à retardement. Les autorités du Hamas ne contrôlent ni ses frontières terrestres ni maritimes et les exportations et les importations doivent obtenir l'autorisation d'Israël. Et la liste des matériaux pouvant entrer à Ghaza donne des maux de tête à l'armée israélienne qui accuse le Hamas de fabriquer in situ une partie de son arsenal de roquettes en recyclant le métal ou en détournant des tuyaux de canalisation. D'où l'insistance pour que les projets financés par les donateurs étrangers utilisent des tuyaux en PVC. Au dernier jour de la guerre, la plus importante usine de plastique, la Siksik, située à une centaine de mètres de l'usine des frères Sawafiri, a été aussi la cible de frappes israéliennes. « Quand Israël a empêché certains tuyaux en fer d'entrer à Ghaza, nous avons décidé de nous lancer dans la

production des tuyaux en plastique. Mais là environ 150 tonnes de plastique ont été brûlées », affirme Naim al-Siksik, patron de l'usine familiale, devant les tuyaux carbonisés.

A Ghaza, seulement 3 % de l'eau potable répond aux normes internationales, en raison notamment des pressions sur l'aquifère. Et la seule centrale thermique ne répond qu'à 50 % à la demande de la population.

Mais pour relancer l'économie et éviter de nouvelles destructions, il faut traiter les « causes profondes » du conflit israélo-palestinien, ont prévenu dimanche des responsables de l'ONU. Le président américain Joe Biden a annoncé son intention de mettre en place une aide financière « majeure » pour « reconstruire Ghaza », mais sans donner au Hamas « l'opportunité de rebâtir son système d'armement ». En 2018, après une énième trêve Israël/Hamas, une feuille de route prévoyait de financer des infrastructures à Ghaza, une aide mensuelle via le Qatar et de trouver des emplois aux Ghazaouis. Ce processus n'incluait pas les donateurs occidentaux et avance à tâtons.

Mais peut-on relancer l'économie de Ghaza en excluant le Hamas, classé « terroriste » par les États-Unis et l'Union européenne ? Pour Omar Shaban, directeur de l'institut Pal Think, un centre d'analyse de Ghaza, la réponse est « non ».



Ligue 2 : (Gr.Ouest -17° j.)

Le MCB Oued Sly seul leader après sa victoire sur la JSMT

Le MCB Oued Sly a pris seul la tête de classement du championnat de ligue 2 de football, (groupe Ouest) après sa victoire sur la JSM Tiaret (2-1) en match décalé de la 17^e journée, disputé dimanche à Chlef. A

l'issue de cette rencontre, le MCBO totalise 40 pts, devant l'ASM Oran (37^e pts). Cette dernière a été battue samedi par le CRB Ain-Oussera (1-0). Quant à la JSM Tiaret, elle reste 4^e avec 29 pts.

Championnats d'Afrique de judo (par équipes)

L'Algérie échoue au pied du podium

La sélection algérienne de judo s'est contentée de la quatrième place aux épreuves «par équipes mixtes» des Championnats d'Afrique seniors, clôturés dimanche après-midi dans la capitale sénégalaise, Dakar. La sélection nationale, qui avait terminé à la troisième place des épreuves individuelles, a hérité d'un tirage au sort difficile, car appelée à affronter successivement les deux meilleures nations du tournoi, à savoir le Maroc puis la Tunisie. En effet, inversée dans la Poule «A» et exemptée du premier tour, la sélection algérienne a commencé par passer l'écueil du Maroc en quarts de finale, avant d'échouer face à la Tunisie. Cette dernière, déjà sacrée championne d'Afrique

dans les épreuves individuelles, a poursuivi son bonhomme de chemin, jusqu'à atteindre la finale, où elle a dominé le Sénégal, pays organisateur de cette 42^e édition des Championnats d'Afrique seniors, et c'est finalement le Maroc qui a complété le podium. Sur les 40 nations engagées dans les épreuves individuelles de cette compétition, seules neuf ont animé les épreuves du «par équipes», à savoir l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Sénégal, le Cameroun, le Kenya et le Gabon. La plupart de ces nations ont été exemptées du premier tour, sauf l'Angola et l'Afrique du Sud, qui ont été opposées l'une à l'autre au premier tour de la Poule «B».

EN U20

Le gardien Oukrif quitte le CTN de Sidi-Moussa

Le gardien de l'Olympique Médéa, Abdelghani Oukrif, devra quitter le stage de la sélection algérienne des moins de vingt ans, qui se déroule depuis vendredi au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), ayant contracté une blessure qui l'empêche de poursuivre la préparation avec le reste du groupe, a annoncé dimanche la Fédération algérienne de football (FAF). L'instance fédérale n'a pas précisé la nature exacte de la blessure dont souffre Oukrif, mais elle a annoncé qu'il sera remplacé par le portier du Paradou AC, Djamel-Eddine Zidane. Oukrif est le deuxième joueur

à quitter le stage des «Verts» pour cause de blessure, après Messaoud Salem, sociétaire de l'Entente de Sétif et qui, pour l'heure, n'a pas encore été remplacé. Ce stage bloqué, entamé le 21 mai avec un effectif de 37 joueurs, est le troisième pour la sélection nationale des moins de vingt ans, après celui effectué du 6 au 9 mai, et le second, qui a été clôturé mercredi passé, également à Sidi-Moussa. Lors du premier stage, le sélectionneur national Mohamed Lacet avait retenu un groupe de 32 joueurs, avant de faire appel à 34 autres, lors du deuxième regroupement.

Coupe de la Confédération (1/4 de finale - retour) JSK-CSS (1-1)

La JSK retrouve Coton Sport en demi-finale

La JS Kabylie retrouvera la formation camerounaise de Coton Sport en demi-finale de la Coupe de la CAF après avoir décroché son billet face aux Tunisiens du CS Sfax, suite au match nul (1/1) enregistré à domicile, sachant que les Canaris l'avaient emporté (1/0) à l'aller à Sfax, ce qui fait un total de (2/1) sur les deux rencontres.



Les Canaris réalisent un exploit et atteignent le dernier carré

Par Mahfoud M.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bensayah (40^e s.pen) pour la JSK, et Aymen Harzi (82^e s.pen) pour le CSS. Les Camerounais, eux, ont réussi leur qualification aux dépens des Sénégalais de Jaraaf (1-0, 1-2). Pour revenir au match face aux Tunisiens, il faut dire que la JSK a été quelque peu chanceuse, vu que les Tunisiens ont raté plusieurs occasions de score, dont celle qui s'est présentée dans les tout derniers moments de la rencontre et qui a vu le ballon heurter le poteau intérieur des bois gardés par Benbot avant de sortir. Par contre, les Kabyles n'ont pas eu beaucoup

d'occasions franches lors de ce match et se sont contentés de gérer tout au long des 90'. Cela est quelque peu compréhensible, étant donné que seul le résultat les intéressait et les joueurs avaient justement la hantise d'encaisser un but qui aurait compliqué leur tâche. Les Canaris ont surpris tout le monde, d'autant plus qu'ils évoluent avec une jeune équipe cette saison, et nombre d'entre eux jouent pour la première fois en L1. Le coach de la JSK, le Français Denis Lavagne, est apparu très heureux de cette qualification en demi-finale de la Coupe de la CAF. «Nous avons eu une victoire bien méritée sur les 2 rencontres, aller et retour», a-t-il indiqué en conférence de presse à l'issue de la

rencontre, relevant que ses éléments qui ont «bien maîtrisé» la 1^{re} mi-temps ont fait face à «des difficultés» en 2^e mi-temps. «Nous avons eu une 2^e mi-temps plus difficile, on n'a pas su gérer les occasions et utiliser les espaces et failles enregistrées dans la ligne défensive, à cause peut-être du manque d'expérience et de l'émotion qui a repris le dessus», dira-t-il. S'agissant des rencontres à venir, prévues le 30 juin (aller) et le 27 juin (retour) face au Coton Sport (Cameroun), Lavagne a estimé que la JSK jouera avec «un avantage psychologique certain», rappelant les 2 victoires des Canaris lors de la phase des poules.

M. M.

Riyad Mahrez

«Gagner la Coupe du monde avec l'Algérie serait bien plus qu'un rêve»

Titré pour la troisième fois de sa carrière en Premier League et finaliste de la Ligue des Champions, Riyad Mahrez s'est longuement confié à nos confrères de beINSPORTS France sur ses ambitions futures et son statut avec les Verts.

Joueur désormais majeur du dispositif Citizen, Riyad Mahrez continue d'imposer sa marque en Angleterre après avoir conquis son troisième titre de champion en sept saisons jouées en Premier League. Auteur de neuf buts et six passes décisives en championnat cette saison, l'ancien joueur des Foxes a su convaincre, au fil des trois saisons passées à City, les supporters mancuniens et son entraîneur Pep Guardiola.

Interrogé sur le rôle du technicien catalan dans sa progression personnelle, le numéro 26 des Sky Blues a tenu à rendre hom-

mage à celui qu'il l'a fait venir à Manchester l'été 2018 : «Pep (Guardiola) est un super coach qui te fait beaucoup progresser tactiquement, mais aussi progresser dans ta manière de voir le jeu et comprendre le football. Il a une influence sur le club donc forcément son travail a permis de faire progresser tout le monde au sein de l'équipe».

Conscient de marquer l'Histoire de Manchester City en cas de victoire samedi prochain en finale de C1, l'ailier âgé de 30 ans conserve la même ambition de toujours se challenger pour continuer à remporter le maximum de titres sans s'interdire aucune limite. Quand on lui demande s'il a encore des rêves à réaliser après de tels accomplissements en carrière, la réponse du capitaine des Verts se veut sans équivoque : «Chaque année, on a envie de

gagner tout ce qu'il y a à gagner, de faire partie des meilleurs joueurs du monde et d'avoir les meilleures statistiques possibles. C'est ce qui fait que l'on a toujours des rêves à accomplir».

«Djamel et Pep sont les deux entraîneurs qui ont su me faire progresser»

Ambitieux, le premier lauréat africain de l'Histoire du trophée de Joueur PFA de l'année l'est aussi avec sa sélection. Quand on lui parle de la Coupe du monde, il formule un vœu de la remporter avec El-Khadra pour ce qui serait bien «plus qu'un rêve» à ses yeux. Une ambition et un discours qui vont en résonance avec celui du sélectionneur Djamel Belmadi, rappelant en janvier 2020 sur le plateau de

Canal Plus Sport Afrique, la nécessité de «tout donner pour croire en l'impossible».

Quand on évoque ainsi sa relation avec le sélectionneur, le capitaine des Verts n'hésite pas à dresser un portrait élogieux de celui qui a su lui faire confiance en lui donnant plus de responsabilités sur et en dehors du terrain à son arrivée à la tête de l'EN, en août 2018. Un leader et un coach aux grandes qualités, qu'il place avec Guardiola comme ceux qui ont su l'aider à prendre une nouvelle envergure en tant que joueur : «Djamel, c'est un super coach mais aussi un manager qui sait te parler comme il le faut. Il sait comment te parler, te motiver et il a ce truc là de leader depuis qu'il est joueur. Avec Pep, ce sont les deux entraîneurs qui ont su me faire progresser».

Si l'objectif de maintenir la série d'invincibilité le plus longtemps possible avec les Verts reste dans l'esprit de Mahrez et ses coéquipiers, il tient à pousser la réflexion à ce sujet au-delà du record de 35 matchs sans défaite détenu par le Brésil et l'Espagne. Ainsi, le natif de Sarcelles expose clairement ses ambitions avec les Verts lors des prochaines compétitions majeures qui les attendent jusqu'en novembre 2022 : «On ne peut pas se contenter d'une Coupe d'Afrique ou de vingt matchs sans défaite. On veut aller chercher cette qualification à la Coupe du monde. On veut essayer de faire quelque chose lors de la prochaine Coupe d'Afrique. Cette génération, ce coach, cette organisation, méritent ça et on va tout donner pour réussir».

Oran

Ouverture du Salon international des énergies renouvelables

LA 11^e ÉDITION du Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021) a été ouverte hier à Oran avec la participation d'une cinquantaine d'entreprises.

Le salon a été inauguré par le président-directeur général (Pdg) du Groupe Sonelgaz, Chafer Boulekhras, en présence du P-dg du Groupe Sontrach, Toufik Hekkar, et les autorités locales, ainsi que de l'ambassadeur du Canada en Algérie, Christopher Wilkie, et du consul général de France à Oran, Christophe Jean.

Une cinquantaine d'entreprises algériennes représentant les grands groupes et les acteurs majeurs dans le domaine des énergies renouvelables, tels que : Sonelgaz, Sontrach, Gica, Aprue, Cerefe, Cder, Zergoun, Miltech, prennent part à cet événement.

Le P-dg du groupe Sonelgaz a souligné dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie d'ouverture, que l'exécution du programme national pour le développement des énergies renouvelables, dont les deux Groupes Sonelgaz et Sontrach constituent les

principaux acteurs, permet la mise en place d'une forte industrie nationale énergétique. M. Boulekhras a qualifié de «fructueux» le partenariat entre les deux Groupes Sonelgaz et Sontrach dans le domaine des énergies renouvelables, notant que le programme en question est ouvert aux investisseurs privés, notamment en ce qui concerne la fabrication des équipements, l'ingénierie, la maintenance, entre autres.

Il a, par ailleurs, estimé que le challenge actuel est de mettre en place une ingénierie financière pour accompagner l'investissement dans le domaine des énergies renouvelables, soulignant que «la maîtrise des aspects techniques, notamment pour le photovoltaïque, est accessible».

Le programme des énergies renouvelables consiste à produire un volume de l'ordre de 22 000 MW à partir des énergies renouvelables, le solaire, notamment à l'horizon 2030, qui sera destiné au marché national, avec le maintien de l'option de l'exportation comme objectif stratégique, si les conditions du marché le permettent, a-t-on rappelé.

Y. N.

Sontrach/Hassi R'mel

Aucune perte humaine ou matérielle enregistrée dans l'incendie de la station de pompage de gaz

LA SOCIÉTÉ Sontrach a affirmé dans un communiqué que l'incendie qui s'est déclaré au niveau de la station de pompage de gaz GR5, relevant de la zone de Hassi R'mel, n'a eu aucun impact sur la continuité de l'exploitation et a été maîtrisé

sans enregistrer aucune perte humaine ou matérielle. «Suite à la diffusion d'informations inexactes sur la survenue d'un incendie dans une installation au niveau de la station de pompage de gaz GR5 relevant de la zone de Hassi R'mel, Sontrach infor-

me que cet incendie s'est déclaré le 23 mai 2021 à 13:40, au niveau d'une installation en cours de maintenance et a été maîtrisé en l'espace d'une demi-heure, grâce à l'intervention rapide et efficace des unités de Sontrach entraînées pour ce genre de

cas», indique la même source. La société affirme que dans «de tels cas, il a été procédé à l'activation du système des urgences commun entre l'ensemble des unités spécialisées de Sontrach et de la Protection civile».

O. N.

Usine à Dakhla occupée

La société française Engie poursuivra ses projets de construction illégale

LA SOCIÉTÉ française Engie poursuivra ses projets de construction illégale d'une usine de dessalement dans la ville sahraouie occupée de Dakhla, a alerté Western Sahara Resource Watch (WSRW), l'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles dans ce territoire non autonome, invitant la multinationale française à publier les avis juridiques ayant permis la signature de ce projet. «D'après ce que Western Sahara Resource Watch (WSRW) comprend d'un courriel reçu d'Engie le 13 avril 2021, la multinationale française d'électricité poursuivra ses projets de construction d'une usine de dessalement au Sahara occidental occupé, par le biais d'un contrat avec le gouvernement du pays voisin, le Maroc, qui occupe le Sahara occidental», a affirmé sur son site

internet WSRW. WSRW a rappelé que le Maroc occupe illégalement la plus grande partie du Sahara occidental depuis 1975, selon la Cour internationale de justice et la Cour de justice de l'UE. La même source a précisé que dans sa lettre Engie reconnaît ne répondre à aucune des questions soulevées par WSRW les 9 décembre 2020 et 3 février 2021 concernant notamment les fondements juridiques d'un tel projet. «Au lieu de cela, la société fait référence à deux analyses juridiques effectuées par des cabinets d'avocats, une étude d'impact social et environnemental, et la consultation des communautés locales», a fait savoir WSRW, précisant avoir demandé par courrier à Engie de rendre publics ces documents pour une évaluation par le peuple ayant les droits souverains au Sahara occi-

dental, les Sahraouis. L'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental explique, en outre, que le dernier document auquel Engie fait référence, «une consultation des communautés locales», a été réalisé par Global Diligence, «un cabinet de conseil basé à Londres qui se présente comme une équipe de juristes internationaux qui offrent des services sur le droit pénal international, les droits de l'Homme et la conformité des entreprises». La société avait en janvier 2021 invité WSRW à participer à la phase initiale du processus préliminaire d'engagement des parties prenantes. «WSRW a refusé de participer à un tel processus car l'étude, telle qu'elle a été présentée, ne prend pas en compte le fait que le Sahara occidental est séparé et

distinct du Maroc, et que ce dernier n'a pas de mandat légal pour administrer le territoire, et que le peuple du territoire a le droit à l'autodétermination», précise la même source. A cet égard, WSRW déplore le fait que «Global Diligence n'a répondu à aucune de ses questions concernant sa méthodologie, son mandat ou son évaluation des faits juridiques concernant à la fois le territoire et son peuple». Citant les médias marocains, WSRW a souligné que l'installation devrait principalement profiter à l'agro-industrie près de Dakhla, d'immenses plantations qui appartiennent soit à des conglomérats franco-marocains, soit au roi du Maroc lui-même, et qui contribuent à l'épuisement des réserves d'eau souterraines non renouvelables de la région.

O. N.

Être enseignante aujourd'hui



Loumis

Djalou@hotmail.com

Covid-19/ Union européenne

60 millions de masques au personnel algérien de la santé

■ Le personnel de la santé algérien bénéficiera d'une quantité de 60 millions de masques, dans le cadre de «la réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie», indique, hier, un communiqué de la Délégation de l'Union européenne (UE).

Par Slim O.

Le projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie» va fournir 60 millions

de masques en trois plis aux personnels du secteur, avant la fin de l'année en cours, précise la même source, notant que cette démarche vise à «appuyer les efforts des pouvoirs

publics dans sa lutte contre la pandémie». «Une première livraison, d'une quantité de 6 millions de masques, a été réceptionnée début mai par le PNUD Algérie et livrée à la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH), chargée par le ministère de la Santé de sa distribution aux structures de santé publique à travers le territoire national», est-il ajouté. Le projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie» est financé par l'UE et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) Algérie, en partenariat avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH). En sus des 6 millions de masques, le projet a réceptionné, à ce jour, 400 000 tests antigéniques, 100 000 kits d'extraction PCR, 20 000 tests PCR ainsi que deux appareils de dépistage, alors qu'il est également prévu la formation de 5 000 cadres et praticiens (médecins, infirmiers, techniciens) de la santé publique à l'utilisation des équipements et à la prise en charge des malades atteints de Covid-19.

Dans le volet de la communication, le projet a réalisé deux sessions de formation en communication de crise dans un contexte de pandémie, au profit de cadres de la Cellule centrale de communication ainsi qu'aux points focaux au niveau des Directions de la santé et la population (DSP) de wilaya, rappelle la même source. En outre, un «appui sera apporté à la société civile pour le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation aux gestes barrières et à la vaccination», conclut le communiqué. S. O.